

LES SOLIDARITÉS : MOTEUR ET SENS DU DÉVELOPPEMENT

Lentini Giovanni

I. Les crises

CECI N'EST PAS UNE CRISE FINANCIÈRE.

Tel le célèbre tableau de Magritte « Ceci n'est pas une pipe », cette crise financière n'est pas une crise financière mais une crise sociale grave, la plus grave depuis celle de 29.

Bien entendu, il n'est pas question de nier la crise financière qui sévit mais il y a quelque chose de suspect dans cette focalisation qui occulte les déséquilibres profonds engendrés ces 30 dernières années par le capitalisme. Quand la crise des subprimes éclate aux Etats-Unis en 2008, tout le monde (média, élites économiques et politiques) voit les boutons sur le visage du capitalisme mais rares sont ceux qui ont vu venir la crise et qui poussent l'investigation plus loin.

Or La crise financière c'est comme l'irruption cutanée due à une intoxication alimentaire. Le symptôme. Une conséquence...

De quoi ? D'un système économique qui depuis 30 ans, s'est gavé d'excès de profits et qui s'est sous-alimenté en salaires. Ce partage des revenus de plus en plus inégal entre les travailleurs et les actionnaires a provoqué cette crise financière qui elle-même aggrave les crises économiques et sociales qui existaient déjà.

Les raisons profondes de la crise à la fois sociale, politique, environnementale, et n'hésitons pas à dire, de civilisation, sont donc à chercher dans les déséquilibres importants générés ces 30 dernières années par le capitalisme qui s'est déployé sans contre-pouvoirs démocratiques efficaces. (Nous y reviendrons).

LA MAIN INVISIBLE DU MARCHÉ N'Y EST POUR RIEN

Comment en sommes-nous arrivés là ? La main invisible du marché ? L'inéluctabilité du capitalisme ? La croyance divine au marché qui assure sa propre discipline et qui s'autorégule ? Nous pensons que l'analyse des rapports de force entre capital et travail est plus pertinente et plus utile pour comprendre l'évolution de nos sociétés.

Rappel de l'après-guerre à nos jours...

LE COMPROMIS D'APRÈS-GUERRE

Suite à la crise de 29 et à la guerre qui s'ensuivit, trois grandes régulations sont mises en place dans un contexte politique favorable au monde du travail.

Trois raisons principales expliquent ce rapport de force avantageux:

- le besoin d'une main d'œuvre abondante pour la reconstruction ;
- la peur que suscite le communisme auprès des élites économiques et politiques ;
- les travailleurs occidentaux, organisés syndicalement, revendicatifs, qui se reconnaissent massivement dans les partis communiste et socialiste, partisans d'une société solidaire.

C'est donc dans ce contexte politique que se négocient trois grandes régulations.¹

A Le compromis Fordiste

Il vise à mieux partager des gains de productivité.

« *Le salaire est un élément essentiel de la demande globale et pas un coût.* » Henry Ford, patron éclairé, n'est pas un philanthrope. Il veut pouvoir vendre une voiture à chacun de ses ouvriers. Il propose un doublement des salaires des ouvriers et une réduction drastique du temps de travail, rendue nécessaire par la taylorisation du travail et les gains importants de productivité engrangés. Il n'est pas suivi par les autres patrons. Ce n'est qu'après-guerre, dans un contexte international de reconstruction, plus favorable aux travailleurs, que des règles collectives (lois et conventions collectives) sont négociées entre employeurs et syndicats pour une juste répartition des gains de productivité : le salaire ne doit pas dépendre de l'offre et de la demande mais de la négociation.

B Création d'une sécurité sociale obligatoire

Elle assure un revenu aux travailleurs sans emploi. L'aspect social saute aux yeux mais la sécurité sociale est économiquement efficace car, selon Keynes, elle soutient la demande.

C Le rôle régulateur de l'Etat

Considérant que le système économique laissé à lui même est trop instable et dysfonctionne, et tirant les leçons de la crise de 29, Keynes prône un rôle régulateur pour l'Etat disposant de deux outils d'intervention : la politique budgétaire et la monnaie (Aujourd'hui, les Etats sont dépossédés de l'outil monétaire au profit de l'Europe). Il prône aussi la régulation du système financier international. A Bretton Woods en juillet 1944, à l'invitation de Roosevelt, 44 pays alliés se sont réunis pour définir un contexte économique et financier mondial. Keynes est le négociateur influent, représentant la Grande-Bretagne. Deux mesures importantes sont décrétées : la **parité fixe** entre les monnaies et **le dollar qui devient la monnaie de référence mondiale, convertible en or** (Notons que Keynes était favorable à la création d'une nouvelle monnaie mondiale). Deux mesures essentielles qui assurent une certaine stabilité dans les échanges internationaux.

¹ cfr Larroustourou, Crise : la solution interdite, Editions DDB, 2009

CARACTÉRISTIQUES MAJEURES DES TRENTE GLORIEUSES

Ce système économique régulé coïncide avec 30 années (1945-1975) de prospérité : les Trente Glorieuses. Ce n'était pas le paradis. Nos aînés syndicalistes qui ont mené de durs combats le diront. Mais, indiscutablement, c'est une société plus équilibrée qui s'est mise en place. Néanmoins, est-il besoin de le préciser, cet équilibre relatif ne concerne qu'une partie du monde, principalement l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord. L'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie en sont exclues.

Quelles sont les grandes caractéristiques des Trente Glorieuses ?

- la croissance économique plus forte que durant la période 1975-2010 fait dire à Jacques Généreux² que « les pays européens malgré leur marché unique, ont deux fois moins de croissance que pendant les Trente Glorieuses. Alors, si la prospérité économique devait constituer notre unique critère d'évaluation, on devrait constater que la croissance était selon, soit aussi bonne, soit nettement plus élevée à une époque où l'économie était plus réglementée et plus protégée contre la concurrence internationale... »
- le plein emploi.
- un partage des richesses plus juste. Les actionnaires se contentant, si on peut dire, de 6% à 7% de retour. Aujourd'hui, ils en exigent 15% à 20%.
- le pouvoir d'achat des travailleurs a fortement augmenté pendant cette période.
- une réduction collective du temps de travail régulière,
- le contrat d'emploi à durée indéterminée et à temps plein est la norme.
- La solidarité par la sécurité sociale en progression
- des services publics en expansion

En résumé, il s'agit d'une société de progrès social, plus équilibrée qui a pu faire croire à certains, y compris à gauche, que le capitalisme avait été dompté alors que le rapport de force favorable des travailleurs l'avait momentanément contraint à prendre un chemin plus social.

LE RETOURNEMENT

Avec les dépenses considérables engendrées par la guerre du Vietnam, la concurrence commerciale accrue des pays européens et du Japon, les Etats-Unis connaissent en 1971 et, pour la première fois au XXe siècle, un déficit commercial.

La masse de dollars dans le monde est cinq fois plus importante que les stocks d'or du Trésor américain. La quantité de dollars détenue dans le monde ne peut augmenter que si la convertibilité est abolie.

En 1971, Nixon décrète l'inconvertibilité du dollar en or et des taux de changes flottants entre monnaies sont instaurés, ouvrant la voie à une spéculation sur les monnaies. En effet, en privatisant les taux de changes, ce ne sont plus les Etats qui fixent le prix des monnaies mais le marché.

Cette décision prépare le terrain à un autre président Ronald Reagan, élu en 1980, qui casse avec d'autres libéraux, notamment Margaret Thatcher, les régulations mises en place après-

² La dissociété, Edition Seuil, 2006

guerre. Ils libéralisent l'économie : les échanges commerciaux et les capitaux. La financiarisation de l'économie va capter au fil des années une part de plus en plus importante des profits. Ils sabrent dans les dépenses sociales, diminuent les impôts et affaiblissent l'Etat. Chez nous, le gouvernement Martens-Gol entame ce cycle destructeur des régulations. Le chômage de masse devient une donnée permanente de nos sociétés et une menace constante pour les travailleurs qui ont un emploi. Le jeu des vases communicants est en marche : moins pour les travailleurs, plus pour les actionnaires.³

RIEN N'EST NATUREL, TOUT EST POLITIQUE SURTOUT L'ÉCONOMIE

Ce changement de cap est préparé, puis accompagné tout au long de ces 30 années par une idéologie : le libéralisme, propagé par les élites académiques (dont Milton Friedman, le plus connu, prix Nobel d'économie), médiatiques, politiques (même à gauche), économiques et financières.

A la bourse des mots, la cote de concurrence, guerre économique, compétitivité, privatisation, individualisme, etc. grimpe. D'autres dégringolent : l'Etat devient une entrave au capitalisme (aujourd'hui, il renfloue les banques !), le salaire devient un coût à diminuer, l'impôt à supprimer surtout pour les riches, les cotisations sociales, une charge. La solidarité, un luxe en ces temps de crise. Collectif est ringard, socialisme synonyme de goulag, etc.

Ce matraquage idéologique fait aussi des ravages parmi les travailleurs : l'individualisme gagne du terrain, l'approche collective régresse. La question de l'impôt est un bon baromètre pour mesurer ce glissement individualiste.

Ces ultra-libéraux imposent leur vision de la société comme « naturelle ». La formule de Margaret Thatcher, alors première ministre de la Grande-Bretagne et zélatrice du libéralisme pur et dur : « There is no alternative. » au capitalisme est resté comme le symbole de l'arrogance libérale. Or il n'y a rien de naturel.

Ce petit rappel montre bien que ce sont des décisions politiques (idéologiques) qui ont durci le capitalisme. Ce qui est « rassurant » car cela signifie que d'autres décisions politiques pourraient modifier le cours des choses.

Toutefois, force est de constater que, manifestement aucun fait ne peut ébranler la foi des intégristes du marché. 2008, la crise du capitalisme et la faillite (au sens propre) du système financier n'ouvrent pas les yeux aux thuriféraires du capitalisme. Bruno Colmant, patron de la bourse de Bruxelles, transféré chez BNP Paribas Fortis cet été, n'hésite pas à dire, sans rire, que « *l'économie de marché, de façon naturelle, suscite la discipline.* » Et il nous prédit un avenir impitoyable et libéral : « *ce sera une économie marchande beaucoup plus dure et exigeante, un monde plus individualiste, où l'aspect providentiel des l'Etats sera moins présent* »⁴.

³ Les quelques données factuelles de l'histoire économique américaine, reprises ici, sont extraites du de l'université de Sherbrooke Québec : Perspective monde.

⁴ Le Vif, 14 août 2009

AFFAIBLISSEMENT DU POUVOIR POLITIQUE ET DES TRAVAILLEURS ORGANISÉS.

Face à cette libéralisation, aucun contre-pouvoir démocratique n'est mis en place. Les Etats, mais aussi les régions, sont mis en concurrence par les grands groupes multinationaux et les capitaux mobiles. Ils perdent de leur influence et de leur capacité à réguler. L'Europe -le niveau le plus pertinent de la régulation- ne prend pas le relais, au contraire, elle accompagne le capitalisme dans sa version la plus dure. La démocratie recule face au marché. Les inégalités s'accroissent mettant en danger les valeurs démocratiques.

Quant aux travailleurs, partout dans le monde, ils sont affaiblis par le chômage de masse et la menace du chômage qui exercent une pression constante sur la capacité de négocier des travailleurs.

La combativité des travailleurs n'est pas en cause mais le rapport de force leur est défavorable. Conséquence immédiate, et qui perdure depuis 30 ans : ce sont les actionnaires qui empochent une part de plus en plus importante de gains de productivité réalisés dans les entreprises au détriment des salaires.

EVASION DES GAINS DE PRODUCTIVITÉ VERS LE CAPITAL. CONSÉQUENCES.

Petit rappel. La productivité du travail mesure la quantité d'un bien ou d'un service produite par heure de travail. Au niveau macroéconomique, la productivité du travail est le rapport entre le Produit Intérieur Brut et la population active employée, sur une période donnée. Lorsque la productivité du travail augmente, on parle de **gains de productivité** : on produit plus avec moins de salariés. Ces trente dernières années, les gains de productivité ont été faramineux. Soulignons que, selon le rapport de l'OCDE (2005), le travailleur belge est un des plus productifs au monde, seul le travailleur norvégien fait mieux.

Comme l'évasion fiscale, on peut parler d'évasion des gains de productivité vers le capital dont voici les principales conséquences :

- **L'augmentation de la part des profits dans le PIB.** Un transfert des richesses de la poche des travailleurs vers les actionnaires partout dans le monde. C'est un hold-up sans précédent.
- **Les profits moins réinvestis dans les entreprises.** Les revenus des actionnaires qui n'ont cessé de gonfler et ont alimenté les circuits financiers spéculatifs, de plus en plus éloignés de l'économie réelle et de l'investissement, de plus en plus dérégulés. La création de produits financiers de plus en plus sophistiqués, opaques, risqués ont été les véhicules de cette spéculation. C'est la financiarisation de l'économie.
- **La part des salaires bruts dans le PIB n'a jamais été aussi faible :** Si on se limite à la rémunération des salariés, c'est-à-dire sans prendre en compte les revenus du travail des indépendants et des professions libérales, la part de la rémunération des salariés dans le PIB a fortement chuté depuis 1981, passant de 57 % à 51 %, alors que la période

1970-1981 a été caractérisée par une forte croissance de la part des rémunérations des salariés, passant de 47 % à 57 %⁵.

- **Des écarts considérables de salaires, injustifiés.** Au sein des entreprises, les écarts de salaires sont passés de 1 à 200, voire à 300. En effet les élites économiques et financières s'attribuent des salaires exorbitants : bonus, stock option et autres manières de rétribuer ses managers zélés du capitalisme.
- **La réduction collective du temps de travail insignifiante depuis 1975.** L'augmentation des salaires bruts est une première façon pour le travailleur d'obtenir une juste part des gains de productivité. L'autre façon, c'est d'obtenir une réduction collective du temps de travail, sans perte de salaire, et là, le constat est sans appel. Il n'y a pas eu de réduction collective de temps de travail depuis 1975. Mais bien des réductions individuelles (temps partiel, crédit-temps, emplois précaires, intermittents, intérimaires) qui font en réalité que, non seulement les travailleurs n'ont pas leur part des gains de productivité en réduction collective du temps de travail, mais en plus, ils paient leur réduction individuelle (souvent imposée et touchant principalement aux femmes) en perte de salaire. Bingo pour les actionnaires !

D'un point de vue macro économique :

- La masse salariale anémique due aux salaires trop faibles, au chômage massif et aux contrats précaires (à temps réduit et donc à salaire réduit), ne crée pas une demande suffisante pour absorber la production. C'est une injustice sociale couplée à une aberration économique.
- Pour compenser la faiblesse salariale et quand même écouler la production, le capitalisme banalise le crédit. Pendant un certain temps, la consommation est soutenue par l'endettement déraisonnable des ménages, créant de nouveaux désordres financiers (les *subprimes*). Ce qui est vrai aux Etats-Unis l'est aussi dans une moindre mesure en Europe où les systèmes de sécurité sociale plus performants ont servi d'amortisseur. Et pour la Belgique, ajoutons l'indexation des salaires et allocations sociales qui a maintenu le pouvoir d'achat.

⁵ Etude Dulbéa 2009

II. Sortir de la crise par les solidarités

Les solidarités doivent permettre de sortir de la crise et d'être le cœur d'un projet de société socialement plus juste, écologiquement soutenable et économiquement plus efficace.

Des solidarités qu'on peut synthétiser par le concept de **triangle d'or des solidarités** :

1. Entre travailleurs wallons, belges et européens
2. Avec le Sud
3. Avec les générations futures

SOLIDARITÉ ENTRE TRAVAILLEURS WALLONS, BELGES ET EUROPÉENS

Il est évident qu'en tant que travailleurs wallons, dans une Belgique fédérale, elle-même faisant partie d'une Europe en construction, les solidarités de base sont à bâtir dans ces espaces institutionnels.

Un emploi pour chacun

La première solidarité, c'est un emploi et donc la possibilité pour chacun de s'insérer durablement dans la société.

Alors que le PIB a presque doublé depuis 1974, le chômage massif, parlons plutôt de sous-emploi, qui rend mieux compte du chômage réel, n'a jamais été résorbé ni aux Etats-Unis, ni en Europe.

La croissance est une condition nécessaire mais pas suffisante de la création d'emplois. **Il faut surtout une croissance qui partage les gains de productivité plus justement.**

D'un point de vue macro-économique, le plein emploi est plus efficace. Un travailleur qui retrouve du travail et donc un salaire, consomme pour satisfaire des besoins basiques (acheter une maison, par exemple) et fait tourner la machine économique. De manière générale, Il est plus efficace économiquement d'augmenter les bas salaires plutôt que de supprimer les impôts des riches qui vont épargner, voire spéculer.

Le plein emploi crée la prospérité et pas l'inverse. Si on pouvait faire parler Ford et Keynes, pas vraiment des syndicalistes, ils le diraient : le plein emploi doit être un objectif de la politique économique et pas une conséquence éventuelle, de plus en plus hypothétique de la croissance.

La solidarité passe par d'autres solutions comme : la réduction collective du temps de travail ; l'augmentation des salaires, notamment les plus faibles, et des allocations sociales, l'investissement dans les services publics ; la régulation publique du système financier ; une fiscalité juste et progressive sur tous les revenus.

Pour imposer ces solutions solidaires, il faut progresser sur deux axes qui **augmentent le rapport de force des travailleurs** :

- **Il faut étendre la concertation sociale à la répartition des richesses (profits et investissements)** et pas seulement aux salaires. Le partage de plus en plus inégal des

richesses est la cause profonde de la crise que nous connaissons. Comment est répartie la valeur ajoutée ? Les syndicats négocient les salaires, ils doivent maintenant négocier la rétribution du capital.

On pourrait instaurer dans un premier temps, **un observatoire paritaire européen de la richesse créée** qui serait chargé de rendre publiques les données concernant la répartition des richesses. Cet organe pourrait se transformer à terme en organe de concertation européen sur la question.

- En Belgique, comme pour les salaires, le Conseil Central de l'Economie pourrait prendre en charge la mission de chiffrer la répartition de la richesse, puis céder la main, en cascade, à **la négociation interprofessionnelle**, aux secteurs et enfin à l'entreprise où le rôle du Conseil d'Entreprise notamment, devrait être renforcé. Plus globalement, il s'agit de renforcer la démocratie économique et sociale.
- **L'Europe comme niveau pertinent de la solidarité.** Syndicalement, le niveau belge et le niveau régional, appelé à se développer au rythme de l'approfondissement de la régionalisation du pays sont –et vont rester- des niveaux d'actions, de luttes et de revendications décisifs. Mais il est évident que le niveau syndical européen devient indispensable pour les travailleurs.

Aujourd'hui, le niveau européen est une question de survie pour le mouvement syndical. Il est nécessaire de mettre en place une organisation syndicale efficace au niveau européen pour augmenter notre capacité de luttes et de revendications. En résumé, pour accroître notre rapport de force.

Mais ce qui est vrai pour le monde syndical l'est aussi pour les institutions démocratiques : face à un capitalisme mondial, nous avons besoin de régulations économique, financière, environnementale, sociale, fiscale et politique, concertées au niveau européen, base d'une régulation mondiale.

Bref, il faut augmenter le niveau démocratique de nos sociétés.

SOLIDARITÉ AVEC LE SUD

Le partage des richesses avec les pays du Sud doit constituer un axe fort de la solidarité belge et européenne.

SOLIDARITÉ AVEC LES GÉNÉRATIONS FUTURES

Pour le développement durable

La question climatique s'est imposée comme emblématique de la solidarité avec les générations futures et est le réceptacle de tous les défis environnementaux.

C'est en 1987 que le rapport Brundtland, adopté par la « Commission mondiale sur l'environnement et le développement » de l'Organisation des Nations Unies (ONU), avance une définition assez large pour être acceptée par tous ses membres comme base de réflexion et

d'action :

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins humains du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.

Deux concepts sont inhérents à cette notion :

- les besoins de l'humanité, plus particulièrement des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité ;
- les limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale imposent à la capacité de l'environnement de répondre aux besoins présents et à venir ; »

Parmi les besoins humains à satisfaire, le rapport Brundtland cite tout d'abord l'emploi ; ensuite, par ordre décroissant, l'alimentation, l'énergie, l'eau et la salubrité.

Cette définition place sur un même pied l'enjeu économique - satisfaire les besoins humains - ; l'enjeu social - accorder une priorité tout particulièrement aux plus démunis - ; et l'enjeu environnemental - préserver la capacité de l'environnement à répondre aux besoins futurs -.

Depuis 2002, le concept a connu un tel succès qu'une mise au point s'impose. Le Développement durable a été récupéré par tout le monde pour lui faire dire à peu près n'importe quoi, faisant de ce concept une « auberge espagnole ». En particulier, les marchands et les publicitaires ont vite saisi l'intérêt d'accoler l'adjectif « durable » à leur activité. La sincérité de la démarche doit se mesurer au respect des deux autres dimensions. Et même porter l'exigence un cran plus loin. En effet, il ne peut y avoir de développement durable tant que les dimensions sociale et environnementale ne prennent pas les rênes du développement pour donner le sens à l'activité économique.

Deux exemples concrets permettent de bien saisir cette vision qualitative du développement où l'activité économique est subordonnée à des objectifs sociaux et environnementaux:

- construire des logements sociaux, basse consommation d'énergie, voire des maisons passives et isoler le logement social existant.
- Faire que chaque être humain accède à l'eau potable. Aujourd'hui, 1,5 milliard d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable et 2,5 milliards à l'assainissement de l'eau provoquant de nombreux décès (3 millions par an, selon OMS).

Un nouvel indicateur multidimensionnel (économique-social-environnemental)

Pour changer de direction, il faudrait une nouvelle boussole. En effet, nos sociétés vivent sous l'examen oppressant et réducteur du Produit Intérieur Brut (PIB) qui mesure la croissance économique, c'est-à-dire la production passant par le marché. Un outil de mesure qui n'est pas neutre puisqu'il induit que seule compte, dans la société, l'accumulation permanente de marchandises : biens et services.

Le combat pour un nouvel outil de mesure du développement humain n'est pas une question technique mais un enjeu politique fort : quelle finalité pour l'activité économique ?

La croissance pour la croissance montre aujourd'hui ses limites : alors que le PIB n'a cessé d'augmenter le chômage n'a pas été résorbé, les inégalités sociales ont augmenté et les dégâts sur l'environnement sont alarmants.

Actuellement, aucun indicateur alternatif ne fait l'unanimité :

- Au niveau social, l'indicateur alternatif le plus connu est l'Indicateur du développement humain (IDH) mis au point par l'économiste indien Amartya Sen(prix Nobel d'économie 1998) pour le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Cet IDH est la moyenne de trois indicateurs : le PIB par habitant (exprimé en parité de pouvoir d'achat), l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation. C'est cependant un indicateur rudimentaire, qui ne dit rien de la répartition des richesses, donc des inégalités sociales, ni de l'état de l'environnement.
- Au niveau environnemental, des indicateurs alternatifs sont également proposés. On peut citer l'indicateur de soutenabilité environnementale (ESI) publié chaque année lors du sommet mondial économique de Davos ou encore l'empreinte écologique développée par le WWF.
- Pour un indicateur de développement soutenable et solidaire (IDSS) qui intègre la croissance économique, la répartition de la richesse, des indicateurs sociaux (comme le taux de pauvreté, les écarts salariaux, la durée hebdomadaire du temps de travail, etc.) et environnementaux (le pourcentage d'énergie renouvelable, les efforts pour diminuer le CO2, l'isolation des bâtiments etc.)
Cet indicateur est à construire en recherchant un large consensus des forces qui souhaitent un changement fondamental de direction. Notons que le rapport Stiglitz (Economiste, Prix Nobel d'économie) remis au Gouvernement français (Septembre 2009) va dans ce sens.

III. Pistes de réflexion

Au-delà de la sortie de crise, la voie des solidarités est un projet de société. C'est en servant le bien-être des autres (générations présentes et futures) qu'on sert le mieux son propre bien-être.

Un changement de cap radical et urgent est nécessaire. Le triangle d'or des solidarités sont des réformes de structure radicales, qui nous mènent démocratiquement vers la sortie du capitalisme.

Très clairement l'activité économique doit être soumise à des objectifs sociaux et environnementaux décidés démocratiquement, être un moyen au service du progrès social et du développement soutenable.

Les solidarités doivent être le moteur et le sens du développement humain.

Un défi majeur pour les travailleurs qui en portant ce projet servent l'intérêt général, là où la solution libérale promet un avenir impitoyable aux travailleurs et de gros profits aux capitalistes.

Un projet de société démocratique et volontariste qui vise à rendre réalisable ce qui est indispensable pour les travailleurs et la planète.

